



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de
l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du cadre
de vie

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant enregistrement d'une unité de transformation
de produits alimentaires d'origine végétale
exploitée par la société POMLY
sur la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1, L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfète de Tulle, Mme Nicole CHABANNIER ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2025-02-10-00001 du 10 février 2025 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation des produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande présentée le 8 juillet 2025 par la société POMLY, et complétée en dernier ressort le 30 septembre 2025, pour l'enregistrement d'une installation de transformation de produits alimentaires d'origine végétale sur la commune de Brive-la-Gaillarde ;

Vu le dossier technique adossé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 organisant la consultation du public au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le dossier de demande d'enregistrement présenté par la société POMLY (N°AIOT : 010004169) relatif à l'augmentation de l'activité de son installation de transformation de produits alimentaires d'origine végétale sur la commune de Brive-la-Gaillarde ;

Vu l'absence d'observations du public suite à la consultation qui s'est tenue pendant 4 semaines, du 24 novembre au 22 décembre 2025 ;

Vu l'avis favorable émis par la délibération N°2025-293 du 17 décembre 2025 du conseil municipal de Brive-la-Gaillarde ;

Vu l'avis favorable émis par délibération N°2025-091 du 27 novembre 2025 du conseil municipal de Saint-Pantaléon-de-Larche ;

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corrèze (SDIS19) du 21 janvier 2026 ;

Vu le courriel du 26 janvier 2026 de la société POMLY confirmant la fin des travaux de raccordement et d'installation du séparateur et du bassin de rétention ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société POMLY, par courriel du 09 février 2026, pour qu'elle puisse présenter ses éventuelles observations, conformément au premier alinéa de l'article R.512-46-17 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation formulée par la société POMLY par courriel du 11 février 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 février 2026 et la proposition d'arrêté préfectoral d'enregistrement ;

considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé, et que le respect de ces prescriptions suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

considérant que l'examen des caractéristiques du projet, eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu l'engagement à respecter les prescriptions générales applicables, n'a pas conduit à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

considérant toutefois que des prescriptions supplémentaires doivent être prises en plus de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisés pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et, le cas échéant, à l'article L.211-1 du même code ; ces prescriptions concernant la gestion des eaux en cas de sinistre ;

sur proposition de l'inspection des installations classées de la Corrèze ;

ARRETE :

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. Bénéficiaire et portée

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

L'installation de transformation de produits alimentaires d'origine végétale, exploitée par la société POMLY (n° AIOT : 0100004169, SIRET :442 264 933 00049), située 29 avenue Cyprien Faurie, 19100 Brive-la-Gaillarde, faisant l'objet de la demande susvisée, est enregistrée.

L'installation est localisée sur le territoire de la commune de Brive-la-Gaillarde. Elle est détaillée au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. Nature et localisation des installations

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'installation projetée relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubriques	Installations et activités concernées	Caractéristiques	Régime
2220-2.a)	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale. Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrants étant : 2. Autres installations : a) Supérieure à 10 t/ j	55,5 T/jour	Enregistrement

Rubriques	Installations et activités concernées	Caractéristiques	Régime
2910.A.2 (*)	Combustion À Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1,5 MW	Déclaration avec contrôle périodique

**Activité faisant l'objet d'une déclaration en parallèle du présent arrêté avec récépissé de déclaration et notification de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables.*

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'installation autorisée est située sur la commune, section et parcelle suivants :

Commune	Section	Parcelles
BRIVE-LA-GAILLARDE	EW	115, 117, 118 et 134

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté est reportée avec sa référence sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. Conformité au dossier d'enregistrement

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

L'installation enregistrée et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier susmentionné, déposé par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. Mise à l'arrêt définitif

ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel, tel que visé au 1° de l'article D.556-1A du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5. Prescriptions techniques applicables

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

– **Arrêté ministériel du 14 décembre 2013** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (*préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

ARTICLE 1.5.2. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

L'exploitant s'assure de disposer, de manière permanente, d'un droit d'accès effectif au bassin de rétention des eaux pluviales et d'extinction implanté sur la parcelle attenante au périmètre ICPE, afin de garantir l'exploitation, l'entretien, le contrôle, la maintenance et l'intervention en situation d'urgence sur cet ouvrage.

À ce titre, l'exploitant formalise toute disposition contractuelle ou servitude nécessaire avec le propriétaire foncier de la parcelle concernée, permettant :

- l'accès libre et permanent au bassin de rétention, y compris pour les services de secours et l'Inspection des installations classées ;
- la réalisation des opérations d'exploitation, de surveillance, d'entretien et de maintenance ;
- l'intervention rapide en cas d'incident ou de sinistre.

Les justificatifs attestant de la mise en place de ces dispositions sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées et transmis à sa demande.

L'exploitant informe sans délai l'Inspection des installations classées de toute modification susceptible de remettre en cause ces conditions d'accès ou la disponibilité du bassin de rétention.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Limoges - 2, cours Bugeaud, CS 40410, 87011 LIMOGES cedex. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux ou hiérarchique interrompt les délais mentionnés aux 1) et 2).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.2. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.3. AFFICHAGE ET PUBLICATION EN VUE DE L'INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1° - Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Brive-la-Gaillarde et peut y être consultée.

2° - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de Brive-la-Gaillarde pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire ;

3° - L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11, à savoir les communes de Brive-la-Gaillarde et de Saint-Pantaléon-de-Larche ;

4° - L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Corrèze pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 2.4. EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la société POMLY.

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Corrèze, le maire de Brive-la-Gaillarde et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le 16 février 2026

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



Nicole CHABANNIER